



Déclaration liminaire CGT au CSA C du 16 mai 2023

La déclaration unanime intersyndicale lue en début de séance était très claire :

« Sur le front des retraites, nous réaffirmons ici tous ensemble, haut et fort, que pour nous la page n'est pas tournée et que le chapitre n'est pas clos. Notre opposition à la réforme des retraites portée par le gouvernement demeure entière et résolue. La mobilisation et l'engagement contre cette réforme injuste, infondée et inefficace sont toujours à l'ordre du jour et nos organisations syndicales appellent d'ores et déjà tous les personnels de la Fonction publique à se mobiliser le 6 juin prochain, pour une journée interprofessionnelle de protestation.

En Administration centrale, nous n'acceptons plus que les réunions du dialogue social se limitent à nous voir imposer des décisions déjà prises, voire déjà mises en œuvre et nous revendiquons la tenue préalable d'une réunion de reprise du dialogue social pour acter les modalités, le calendrier et les sujets pour nous prioritaires, ce qui implique dans l'immédiat le report de l'examen des points inscrits à l'ordre du jour de ce comité social d'administration centrale. »

Pour la CGT de Centrale nous ferons un résumé en deux points :

- **La page n'est pas tournée concernant les retraites**

C'est facile de faire des déclarations politiques pour dire que tout va bien et que la page est tournée, c'est plus difficile de reconnaître la mobilisation d'un pays hostile à l'injuste et injustifiée réforme, plus difficile aussi de reconnaître que les syndicats, dont la CGT, ont aussi fait des propositions constructives et ne font pas que s'opposer (ce qui a aussi de la légitimité) !

- **Une réunion spécifique de reprise est nécessaire pour pouvoir reprendre le dialogue social en Centrale**

Oui, nous avons besoin de faire le point : Comment allons-nous pouvoir recréer les conditions d'un dialogue social permettant l'écoute, la prise en compte et la satisfaction des besoins des agents?

Nous estimons que pour cela un **cadre** est nécessaire pour l'examen de sujets prioritaires.

Un cadre avec bien sûr un règlement intérieur (aucune mention n'est faite de ce règlement dans la première réunion de ce CSA C !) que l'administration s'engage à respecter (on a tenté de nous présenter des CR de réunions tenues en 2021 !)

Nous avons des sujets prioritaires :

- **Le premier est celui des rémunérations, carrières et promotions : nous le répétons depuis longtemps, les agents souhaitent une juste reconnaissance de leur travail, de leurs compétences et de leur engagement.**

- tous les agents y compris
 - les femmes qui souhaitent une égalité réelle y compris salariale,
 - les seniors (les plus de 55 ans représentent un tiers des effectifs) qui ne veulent pas être mis de côté
 - les contractuels qui ne sont pas seulement une variable d'ajustement pour les services

- **le second sujet est celui de l'amélioration des conditions de travail**
 - des situations individuelles et collectives témoignent d'une dégradation de ces conditions de travail créant des situations de souffrance (management de proximité, télétravail, quantité de travail, temps de travail et ses modalités, lieux de travail...)

 - nous le réaffirmons, la responsabilité de l'administration est entière y compris au pénal

 - la responsabilité de l'administration est de faire respecter, dans l'ensemble des services, les accords collectifs signés mais aussi la législation et réglementation en vigueur. Les exemples sont hélas nombreux de manquements que ce soit à la DGE (que nous aimerions avoir en face de nous pour assumer) à la DGT mais aussi au SIRCOM ou au Bureau des cabinets.

La CGT Centrale Finances attend donc la programmation rapide d'une réunion de reprise du dialogue social.

Nous espérons, avec l'ensemble des organisations syndicales, pouvoir reprendre un dialogue social constructif avec une administration attentive au devenir des agents qui l'a font vivre et font fonctionner le service public.

Nous travaillons dans ce sens et appelons aussi les agents à se mobiliser le 6 juin pour la prochaine journée interprofessionnelle de mobilisation contre la réforme des retraites.